

sie. Le large rééchelonnement, récemment conclu, de la dette de la Russie en 1994 y contribuera également.

Nous continuons d'attendre du Groupe de Soutien du G7 à Moscou qu'il contribue à supprimer les obstacles pratiques à la mise en œuvre de notre action.

3. La mobilisation de l'épargne intérieure à des fins productives et la capacité d'attirer les capitaux privés étrangers seront déterminantes pour le succès des réformes en Russie. C'est pourquoi nous invitons la Russie à améliorer le cadre juridique et institutionnel applicable aux investissements privés et au commerce extérieur. Pour notre part, nous continuerons d'œuvrer avec la Russie à son adhésion au GATT, afin de renforcer son intégration dans l'économie mondiale et de continuer d'améliorer l'accès des produits russes à nos marchés.

Nous continuerons d'encourager les réformes en Russie.

Europe de l'Est

Nous nous réjouissons des progrès accomplis et nous réaffirmons notre soutien à l'effort de réforme des pays en transition. Nous encourageons notamment la transformation politique et économique des pays de l'Europe centrale et orientale et leur intégration à l'économie de marché.

Coopération en matière de lutte contre le crime transnational et le blanchiment de l'argent - trafic de drogues

1. Nous sommes vivement préoccupés par le développement du crime transnational organisé, notamment du blanchiment de l'argent, et par l'utilisation de procédés illicites pour prendre le contrôle d'entreprises légales.

Il s'agit là d'un problème mondial, les pays en transition étant de plus en plus visés par les organisations criminelles. Nous sommes résolus à renforcer la coopération internationale pour faire face à cette situation.

Nous accueillons avec satisfaction la tenue à Naples en octobre prochain de la Conférence des Nations unies sur le Crime transnational organisé.

2. En ce qui concerne le blanchiment de l'argent, nous reconnaissons les progrès réalisés par le groupe d'action financière internationale, que nous avons établi en 1989, et nous réaffirmons notre soutien à la poursuite de ses travaux pour les cinq années à venir. Pour atteindre notre objectif, nous affirmons d'un commun accord que les membres du groupe d'action financière internationale et d'autres pays ayant des centres financiers importants doivent mettre en œuvre des contre-mesures. Pour réussir totalement, il faut que tous les gouvernements adoptent des mesures efficaces pour empêcher le blanchiment des produits du trafic des stupéfiants et autres délits graves ou autres infractions portant sur des sommes importantes.

3. Nous appelons les autres pays à adopter la législation adéquate là où c'est nécessaire.

Prochain sommet à Halifax

Cette année, nous avons éprouvé les avantages d'une procédure moins formelle pour notre Sommet, comme nous l'avons décidé à Tokyo l'an dernier. A Naples, nous avons pu avoir un échange de vues plus libre et un meilleur climat de dialogue.

L'année prochaine, nous souhaitons que le sommet soit encore plus informel.

Nous avons accepté l'invitation du Premier ministre canadien à nous réunir à Halifax en 1995.

NAPLES, 9 JUILLET 1994

Conférence de presse du Président de la République, M. François Mitterrand à l'issue du Sommet des pays les plus industrialisés (G7)

Mesdames et Messieurs,

Vient de s'achever la première partie de ce Sommet des Sept de Naples. J'aurai, sans doute, l'occasion de vous revoir demain après les conversations qui auront eu lieu, ce soir et demain matin, entre les Sept, la Commission européenne et M. Eltsine. Vous avez déjà le texte qui est sorti de nos délibérations, je vais très rapidement vous donner les têtes de chapitre.

Croissance économique - lutte contre le chômage - problème des changes - OMC

Croissance et emploi. Constatation facile à faire, pour la croissance : ça va mieux. Pour l'emploi, il n'en est pas de même. Cette considération pourrait être appliquée à la France. Quelques thèmes ont été choisis : la formation tout au long de la vie, le développement des emplois de proximité, la promotion des nouvelles technologies. Cela fait partie d'un fonds commun dont vous avez entendu parler souvent à Paris. Je l'avais évoqué, moi-même, en parlant d'un nouveau contrat social et, à diverses reprises, le gouvernement est revenu sur ces différents points.

On a parlé de la monnaie. Je n'en parlerai pas davantage, non qu'il y ait des secrets à dissimuler - ce serait une tentative vaine -, mais il s'agissait de conversations autour de la table et il n'y a pas eu de résolution.

Pour le commerce, l'objectif prioritaire reste naturellement la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce pour le 1^{er} janvier 1995. Ainsi, il lui sera confié la mission d'étudier les rapports entre commerce et environnement. De même, et cela a été ajouté, les relations entre commerce et conditions de travail : au fond, ce que l'on appelle la clause sociale qui, en différentes circonstances, sera examinée - vous le savez - l'an prochain.

Ukraine - aide économique - Tchernobyl

Un troisième point : l'Ukraine et la sûreté nucléaire. L'Ukraine est un grand pays. Il est dans une situation difficile ; ce n'est pas nouveau. Notre soutien économique doit lui être acquis comme il est acquis à la Russie.

Mais il lui faut, comme en Russie, s'attaquer à des réformes profondes qui peuvent être difficiles et qui sont indispensables.

Parlant de l'Ukraine, vous imaginez bien qu'on a parlé de Tchernobyl. C'était déjà dans tous les textes qui couraient, avant l'ouverture de la conférence avec l'initiative franco-allemande. Vous connaissez le risque. Vous savez les décisions qu'a prises l'Union européenne à Corfou. Eh bien, à sept, nous avons décidé de compléter ces décisions et de proposer à l'Ukraine un projet global qui consiste à fermer Tchernobyl en échange de l'achèvement de trois centrales de conception beaucoup plus sûre et qui sont d'ailleurs construites à plus de 80 %. Nous sommes convenus d'apporter, en plus de tout ce qui est apporté ici et là, 200 millions de dollars ce qui représente pour la France 32 millions de dollars. Le total désirable est de un milliard et demi de dollars, si on examine l'ensemble de l'effort à faire. En sus, naturellement, des décisions européennes de Corfou, afin de faire démarrer les travaux le plus tôt possible. C'est un ordre de valeur, ces 200 millions de dollars, mais au moins, c'est un minimum au-dessous duquel on ne pourra aller. Il est probable que ce chiffre sera dépassé - ça, c'est moi qui l'ajoute, ce n'est pas dans le communiqué. Or, on peut penser qu'il s'agit là d'un pas important, le plus important que nous ayons fait, depuis que nous nous sommes attaqués à ce problème de la sûreté nucléaire. Cela fait quand même deux ans et demi ! Donc, ce n'est pas la fin du problème. Il existe bien d'autres centrales nucléaires sur le pourtour de l'ancienne Union soviétique qui ont besoin d'être modernisées. Enfin, chaque chose en son temps ; voilà la première réponse pour Tchernobyl.

Aide au développement - dette - allocation de nouveaux DTS

L'aide au développement : nous sommes tombés d'accord pour améliorer le traitement de la dette des pays les plus pauvres - annulation de 66 % au lieu de 50 % -, pour évoquer l'idée d'une allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international. C'est une idée que les délégations françaises ont souvent soutenue car, vous le savez bien, la dernière allocation de droits de tirage spéciaux date de 1979. Depuis cette époque, de nombreux pays ont rejoint le Fonds monétaire international. Leur situation est difficile ; mais le risque d'inflation paraissant faible à tous les spécialistes, c'est donc vraiment le moment où il faut agir.

Rôle des institutions issues de Bretton Woods

On a insisté sur quelques points particuliers : pour ma part, j'ai évoqué essentiellement, parmi d'autres questions traitées par d'autres représentants au sein de la délégation : la zone franc ; l'Afrique du Sud et le Moyen-Orient au travers des besoins palestiniens ; les institutions financières internationales. Là, il y a eu une discussion très poussée. Encore un anniversaire, encore un cinquantenaire, celui de Bretton-Woods (entre 94 et 95, nous en célébrerons plusieurs) mais cela paraît être l'occasion - de procéder à une sorte de révision générale. Cinquante ans après, ces grandes institutions sont nécessaires, mais comment fonctionnent-elles ?

Est-ce que la répartition de leurs tâches est toujours très respectée ? Vous avez la Banque mondiale qui a pour charge essentielle d'aider au développement ; le Fonds monétaire international qui a en charge l'équilibre des politiques monétaires, en particulier ; l'OCDE qui est un club de pays riches et qui s'occupe de ce qui touche à la vie économique de ses membres. Vous avez maintenant l'Organisation mondiale du commerce, qui réunit un nombre très grand de pays. La clause sociale du GATT va devenir un sujet primordial. Mais il y a aussi des limites à définir entre ce qui reviendra à l'Organisation internationale du commerce et ce qui relève de la compétence du Bureau international du Travail. Il y a là comme une sorte de réexamen dont nous attendons, nous Français, des bienfaits.

Au fond, depuis 1971, l'ordre défini à Bretton Woods, qui présentait des inconvénients mais aussi de nombreux avantages, n'existant plus, on ne peut pas dire que la situation des monnaies en ait été améliorée.

Participation de la Russie au G7

M. Eltsine sera parmi nous tout à l'heure. Je ne peux pas dire à sa place les questions qu'il posera : là, j'interviens à titre personnel comme pourraient le faire les ministres ici présents. On sait bien que M. Eltsine en a déjà parlé - en particulier devant les Européens -, que la Russie souhaite entrer dans ce groupe des Sept qui deviendrait un groupe des Huit. Un débat est ouvert. Nous pourrions en parler, demain, davantage.

Environnement - suites de la Conférence de Rio

Nous, avons parlé de l'environnement, des suites de la Conférence de Rio. Il est indispensable d'en accélérer la mise en œuvre. Le monde est resté très au-dessous des engagements pris à cette époque.

Lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent

Un chapitre spécial a été réservé à la lutte contre le crime organisé, comme le blanchiment de l'argent. Il y a cinq ans, à ce qu'on avait appelé le Sommet de l'Arche, à Paris, on avait commencé à organiser notre coopération. Des résultats importants ont été enregistrés, mais l'ampleur de l'enjeu est telle qu'il faut redoubler d'efforts.

Comme vous pouvez le constater, c'est un Sommet qui était vraiment très riche en travail et en discussions fructueuses. Je n'ai pas constaté les clivages qui, trop souvent, viennent enrayer la marche de nos travaux ; quelques débats naturellement, c'est l'objet de nos conversations. Tout cela a été obtenu à l'unanimité et sans grandes difficultés. Je suis maintenant à votre disposition pour répondre à vos questions.

Commerce international - GATT

Q - Monsieur le Président, pouvez-vous nous dire quel sort a été réservé à l'initiative américaine pour revoir les barrières qui restent dans le commerce mondial après la conclusion du GATT et, de même, pourquoi la France n'a pas apparemment assisté à la réunion des ministres du Commerce extérieur qui a eu lieu ce midi.

R - Il n'y avait pas de conférence des ministres du Commerce extérieur. Il y avait une invitation qui a été faite. Je suis sûr que les ministres présents ont dit des choses très intéressantes entre eux, mais ce n'était pas du tout une conférence organisée en commun ; d'autant qu'elle n'avait pas été préparée.

Sur le premier point, la position de quelques-uns, notamment du Président Clinton, était d'entreprendre, toutes affaires cessantes, la continuation des négociations sur le GATT en élargissant leur domaine. C'est vrai que j'ai fait remarquer qu'il restait, même dans le cadre du GATT, de la phase précédente, quelques domaines que l'on s'était promis d'explorer et qui n'ont pas été traités, comme l'acier par exemple.

Et, d'autre part, la ratification n'est pas encore intervenue dans tous les pays, - loin de là - et, en particulier, dans les pays européens. La date limite est le premier janvier 1995. J'estimais qu'il n'était pas nécessaire de surcharger la barque, que les Parlements étaient saisis de questions très précises que les gouvernements avaient eu le temps d'étudier, que les commissions spécialisées avaient examinées, et que si l'on devait reparler de ces sujets, ce serait pour plus tard, une fois terminée la phase actuelle, quand nous nous trouverons devant un problème qui sera posé en termes nouveaux, et nous verrons comment nous réagirons !

Problème des changes - situation du dollar

Q - Monsieur le Président, quel signal le G7 a-t-il voulu donner au marché en ce qui concerne la situation du dollar ?

R - Il n'y a pas eu de délibération à ce sujet, donc il n'y a pas eu de signal. Je pense que les monnaies les plus intéressées, qui sont en l'occurrence le dollar et le yen, ont dû penser que le jeu normal du marché remettrait les choses en l'état. Mais je n'ai rien d'autre à vous dire et pas d'information à vous donner pour la bonne raison que je n'en ai pas. Il n'y a pas eu de délibération entre les Sept à ce sujet.

Algérie

Q - Monsieur le Président, Naples est en ce moment très heureuse pour le grand succès du G7, mais, malheureusement, c'est aussi la ville du deuil, un deuil qui nous vient directement d'Algérie. Et de cette folie où se mêlent la religion et la politique. Est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose sur la position de la France à ce sujet ?

R - La position de la France est connue. Elle a, elle-même, eu à souffrir cruellement de ces assassinats. Nombreux sont les Français tombés sous les coups des fanatiques et nous comprenons très bien la douleur du peuple italien ; d'autant plus que ce massacre de sept marins italiens a lui une couleur particulière, qu'il a frappé des gens qui n'estimaient pas devoir se mettre en situation de défense, qui étaient venus confiants, faire leur travail en Algérie. Et bien, nous avons été horrifiés comme quiconque par cet acte inqualifiable. Je profite de votre question pour exprimer au peuple italien, particulièrement aux familles de ces marins, le deuil que nous éprouvons nous-mêmes, la solidarité.

Lutte contre le chômage - aide au développement - Afrique du Sud - Palestine - PECO

Q - En ce qui concerne la croissance et l'emploi, Monsieur le Président, quelle conclusion tirez-vous de cette première partie du G7 et est-ce qu'un message à ceux qui sont au chômage a été lancé d'une façon assez forte ?

R - Moi, j'ai trouvé ce Sommet particulièrement positif à cet égard. D'abord par l'état d'esprit des participants, le désir d'aboutir ou de confirmer des positions essentielles et c'est le cas pour l'emploi, avec ces trois fameuses directions que je ne vais pas répéter. Je suppose que dans les mois qui vont venir, toute une série d'initiatives seront prises pour contribuer à faire que la croissance se traduise le plus possible en emplois. Donc l'état d'esprit était celui que je viens de vous dire et bien d'autres propositions vont dans le sens de la création d'emplois. Ainsi, à l'égard des pays en voie de développement : vous avez remarqué une nouvelle réduction de la dette, des engagements précis, des objectifs cibles, devenus concrets ; on a parlé de l'Afrique du Sud, de la Palestine et d'autres sujets encore. On a parlé aussi d'autres pays, dits de transition, ceux dont la transformation politique et économique est en vue, je pense particulièrement aux pays d'Europe centrale et d'Europe orientale.

Présidence italienne du G7

Q - Monsieur le Président, comment jugez-vous l'attitude de vos partenaires européens au cours de cette négociation ? Est-ce que vous jugez qu'elle a été suffisamment solidaire notamment dans le débat avec les Américains sur l'ouverture éventuelle et rapide d'une nouvelle négociation sur la libération du commerce mondial. Ça c'est le premier point. Et, deuxième point, comment aviez-vous apprécié et jugé le travail de la présidence italienne dont c'était pour M. Berlusconi la première négociation internationale ?

R - Les présidences travaillent toujours très bien et travailler à Naples, c'est un privilège. De toute manière, le nouveau gouvernement italien dispose d'experts très qualifiés, c'est le propre de l'administration italienne. Je n'ai pas de remarque particulière à faire, si ce n'est de constater que le travail a été rapidement exécuté.

Quant à la première question, écoutez, la France était réticente, elle a rencontré le concours de plusieurs d'entre eux, je ne vais pas faire un tableau d'honneur. Enfin, l'Allemagne a pensé que ce n'était pas urgent de bousculer l'ordre des choses alors que les ratifications ne sont pas encore obtenues. D'autres pays se sont exprimés mais cela n'est pas dans le communiqué : alors je n'ai rien à dire.

Rwanda

Q - La question du Rwanda a-t-elle été abordée ?

R - Je pense qu'elle sera évoquée demain. Elle a fait l'objet de quelques conversations hors séance. M. Juppé me précise que les ministres des Affaires étrangères, ès qualité, en ont parlé. Mais tout cela prépare l'élaboration d'un texte pour demain.

Emploi - protection sociale

Q - Monsieur le Président, le communiqué dit : "nous réduirons les facteurs qui augmentent le coût de l'emploi et nous ferons en sorte que nos systèmes de protection sociale favorisent le travail". Est-ce que vous pouvez nous commenter cette phrase ?

R - C'est une phrase que, moi, je trouve excellente parce qu'il est évident qu'elle se substitue à certains mots sacrés qui n'apparaissent pas : je ne dirai pas lesquels ! Le dictionnaire a son importance.

Sommets du G7 - Conférence de Rio - suites pratiques de telles réunions

Q - Monsieur le Président, vous parliez tout à l'heure du décalage entre ce qui est décidé et ce qui est fait ; vous parliez de la conférence de Rio. Mais on peut dire la même chose pour le G7 entre ce qui est décidé et ce qui est mis en application. C'est votre quatorzième Sommet, peut-être le dernier. Est-ce que vous trouvez que ce décalage s'est modifié au fil des ans ou est-ce que vous trouvez que c'est toujours pareil ?

R - Oh non. Cette préoccupation de l'environnement, au cours de ces quatorze ans, a pris beaucoup d'importance, beaucoup de volume. Jamais une conférence comme celle de Rio n'aurait pu réussir à se tenir dans la décennie précédente. Les esprits s'y sont formés. Mais ce qui est vrai, c'est que, une fois que les grandes idées sont précisées, une fois que des engagements un peu sentimentaux sont pris, la connaissance immédiate du péril étant acquise, lorsqu'il s'agit de gérer cela, on s'adresse à ceux qui tiennent les cordons de la bourse. Que l'on ne voie pas là une mention particulière à l'égard de M. Alphandéry, qui n'a pas de responsabilité particulière dans le refus de l'aide à l'environnement ! Mais, c'est vrai que les choses se ralentissent et que le beau mouvement observé à Rio a décru avec le temps, s'est fatigué. Il fallait absolument relancer la machine. C'est ce qui a été fait à Naples.

Rôle du G7

Q - Vous avez, à plusieurs reprises, mis en garde contre une dérive, une sorte d'évolution du G7 vers un directoire. Est-ce que vous avez l'impression que cette évolution continue ou est-ce qu'au contraire vos mises en garde ont des effets ?

R - C'est une évolution dont je continue de me méfier. Je ne peux pas dire que le Sommet de Naples ait apporté de nouvelles raisons de crainte. Tout au plus, ai-je pensé que la reprise - trop rapide - d'une négociation autour de l'Organisation du commerce décidée à Sept pouvait prendre un peu le caractère d'une injonction à l'égard de dizaines et de dizaines de pays qui n'étaient pas parmi nous, et qu'il fallait être extrêmement prudents dans la façon d'agir. Donc, sur ce point-là, je pense que ce Sommet a permis d'exprimer les mêmes réserves. Mais, à vrai dire, il n'y a pas eu beaucoup d'insistance.

Corée du Nord - décès de Kim Il-Sung

Q - J'aurai voulu avoir votre réaction sur la mort du Président Kim de Corée du Nord, s'il-vous-plaît ?

R - M. Kim Il-Sung avait quatre-vingt deux ans. Il est d'un âge pour mourir : tous ceux qui approchent de ces rivages-là auraient tort de n'y pas penser. Donc, je suppose qu'il y avait songé lui-même. C'est un chef d'Etat qui disparaît, de grande envergure, qui gouvernait son pays sans partage du pouvoir depuis quarante-six ans. C'est donc effectivement dans cette partie du monde un changement important. Maintenant, on peut penser qu'au cours de ces dernières années, les clauses de la succession et la manière dont sera conduite la Corée du Nord, tout cela et été examiné par les successeurs éventuels. Kim Il-Sung, a été une figure de l'après-guerre et jusqu'à ce jour, jusqu'à la veille, je crois, d'ailleurs, que j'étais le seul des Chefs d'Etat et de gouvernement présents à Naples à l'avoir connu.

France - Etats-Unis - GATT - OMC

Q - Monsieur le Président, les Américains ont évoqué le commerce, encore une fois, sur les propositions de M. Clinton. Les Américains, cet après-midi, ont fait des reproches à la France. Ils ont dit que la France était le seul pays à bloquer les propositions de M. Clinton et que tous les autres Européens étaient plutôt d'accord. Mais vous avez dit qu'il n'y avait pas de division entre les Européens. Est-ce que vous pouvez dire, clarifier, préciser que la France n'était pas isolée dans ces questions ?

Q - La France n'a pas été "le pays le plus anti-américain", venu arrêter le Président Clinton dans son élan. Nous avons d'excellentes relations et nous observons même, sur le plan de la clause sociale, un esprit de collaboration du Président Clinton qui nous paraît très sympathique. Simplement, sur la reprise trop rapide des négociations du GATT, il nous a paru prudent - et le Président Clinton s'est rangé à cet argument - d'attendre la fin du processus engagé lors de la phase précédente du GATT. J'ai évoqué la date du 1^{er} janvier 1995. Après quoi, les gouvernements examineront la chose et verront ce qu'ils auront à faire.

M. Alphandéry m'a dit qu'en même temps M. Kristofersen avait pris cette position-là, au nom de l'Union européenne. Il n'y a pas eu de clivage, juste des tonalités que votre oreille très fine aurait sans doute saisies. Mais ce n'est pas allé jusqu'au débat, ni jusqu'au clash.

Union européenne - Présidence de la Commission

Q - J'ai cru comprendre que ce Sommet était un peu plus informel que les autres, qu'il y avait eu des pauses qui étaient aménagées pendant les discussions. Est-ce que pendant ces pauses, vous avez discuté avec vos collègues européens de la succession de J. Delors et est-ce que vous avez l'impression que ce dossier, qui était dans l'impasse il y a encore dix jours, est en train d'évoluer ?

R - Eh bien, non. D'abord ce n'est pas l'affaire de la conférence des Sept, qui n'a rien à voir avec ce choix. Ensuite, j'ai le sentiment que chacun observe une atti-

tude d'une extrême prudence dans sa façon d'avancer. Mais de toute manière, il faudra bien en terminer dans une semaine.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

G7 - Sommet de Naples - Déclaration du Président, M. Silvio Berlusconi

Participation de la Russie au Sommet de Naples du G7

1. La pleine participation du Président de la Fédération de Russie à nos discussions politiques rehausse la signification de notre rencontre. Ce partenariat, conséquence des réformes qui ont eu lieu en Russie, réaffirme notre volonté de traiter ensemble les problèmes contemporains d'une manière constructive et responsable.

Bosnie - négociations de Genève - reconstruction de Sarajevo - Mostar

2. Nous croyons fermement que les parties au conflit bosniaque devraient accepter le plan qui leur a été présenté le 6 juillet à Genève. Nous les pressons de le faire avant le 19 juillet. Si cette occasion n'est pas saisie, il existe un risque sérieux que les combats reprennent à plus large échelle. Les parties devraient s'abstenir de toute action militaire.

Nous ferons en sorte que les mesures annoncées aux parties en cas d'acceptation ou de refus du plan soient mises en œuvre.

Nous soutenons le plan d'action mis en œuvre par les Nations unies pour la reconstruction de Sarajevo et nous accueillons avec satisfaction la signature, le 5 juillet, par l'Union européenne et les parties concernées, du Mémoire d'entente relatif à l'administration de Mostar par l'Union européenne.

En ce qui concerne les zones de protection des Nations unies en Croatie, nous lançons un appel pressant au respect du cessez-le-feu, à la reprise des discussions et la reconnaissance mutuelle des frontières existantes.

Corée du Nord - décès de Kim Il-Sung - AIEA

3. Après le décès de Kim Il-Sung, nous devons continuer à rechercher une solution aux problèmes causés par la décision de la Corée du Nord de se retirer de l'AIEA. Nous demandons instamment à ce pays de continuer le dialogue avec la Corée du Sud et la communauté internationale, et notamment de poursuivre les négociations avec les Etats-Unis et de participer au Sommet prévu avec la Corée du Sud. Nous pressons la Corée du Nord d'assurer une transparence totale de son programme nucléaire par un respect complet et inconditionnel de ses obligations dans le domaine de la non-prolifération et d'éliminer, une fois pour toutes, les suspicions entourant ses activités nucléaires. Nous soutenons les efforts qui ont repris pour régler par le dialogue la question nucléaire nord-coréenne et nous soulignons l'intérêt qui s'attache à ce que la Corée du

Nord permette à l'AIEA de continuer à exercer ses garanties et maintienne le gel de son programme nucléaire, notamment en évitant le retraitement du combustible utilisé ou la recharge de ses réacteurs nucléaires.

Proche-Orient - processus de paix - fin du boycott d'Israël par les pays arabes - Liban

4. Nous avons accueilli avec satisfaction la Déclaration de principes israélo-palestinienne et la signature de l'accord de Gaza et Jéricho, en tant que première étape de sa mise en œuvre. Nous reconnaissons la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de l'assistance et de créer les conditions d'une réelle amélioration des conditions de vie. Des progrès sur les autres volets bilatéraux et dans les négociations multilatérales sont maintenant indispensables pour parvenir à un règlement durable et d'ensemble du conflit israélo-arabe et à un processus plus large de paix et de coopération dans l'ensemble du Moyen-Orient et de la région méditerranéenne. Nous appelons la Ligue des Etats arabes à mettre fin au boycott d'Israël. Nous soutenons les efforts de reconstruction d'un Liban prospère et indépendant.

Résolutions du Conseil de sécurité sur l'Irak et la Libye

Nous réitérons notre détermination à assurer la mise en œuvre pleine et entière de chacune des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à l'Irak et à la Libye jusqu'à leur plein respect et nous rappelons qu'une telle mise en œuvre devrait conduire à réexaminer les sanctions.

Iran - terrorisme

Nous invitons le gouvernement de l'Iran à participer de manière constructive aux efforts internationaux pour la paix et la stabilité et à modifier son comportement contraire à ces objectifs, entre autres en ce qui concerne le terrorisme.

Algérie - dialogue politique

Nous soutenons la décision du gouvernement algérien d'aller de l'avant dans la voie très prioritaire des réformes économiques qui doit être poursuivies avec décision, tout en invitant instamment les dirigeants algériens à poursuivre un dialogue politique avec toutes les composantes de la société algérienne qui récusent la violence et le terrorisme. Nous condamnons le récent massacre des marins italiens et des autres victimes et nous présentons nos condoléances à leurs familles.

Yemen

Nous invitons le gouvernement de la République du Yémen à résoudre ses divergences politiques à l'intérieur du pays par le dialogue et par des voies pacifiques, et à s'assurer que les problèmes humanitaires, notamment à Aden et ses alentours, sont traités. Les obligations internationales, notamment en ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale, devraient être respectées.